
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AOUT 1880.

Crédits supplémentaires au Budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1880 (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (²), PAR M. LE HARDY DE BEAULIEU.

MESSIEURS,

L'Administration des travaux publics pétitionne l'allocation de crédits supplémentaires à concurrence de 7,727,972 francs à rattacher au Budget de 1880. Ces crédits sont réclamés par les services des chemins de fer de l'État. Ils sont nécessités, d'une part, par l'accroissement de trafic amené par la reprise des affaires et par les fêtes du cinquantième, de l'autre, par la hausse survenue sur les prix des métaux et des charbons, depuis l'année dernière.

Cette demande de crédit au cours de l'exercice avait été en quelque sorte prévue dans notre rapport sur le Budget de 1880 quand nous disions combien il était difficile, sinon impossible, de prévoir d'avance, dans un Budget d'exploitation des chemins de fer, les variations de dépenses que peuvent occasionner les mouvements du commerce et les variations incessantes du prix des marchandises consommées, y compris la main-d'œuvre.

L'accroissement du prix des objets de consommation pourrait être en grande partie évité, si les adjudications se faisaient avant le vote du Budget qui, généralement, a lieu dans le cours de l'exercice et qui pourraient être

(¹) Projet de loi, n^o 7.

(²) La commission était composée de MM. DESCAMPS, *président*, DE MACAR, LE HARDY DE BEAULIEU, ALEXANDRE JAMAR, HOUTART, DE BRUYN et SCAILQUIN.

avancées encore de quelques mois afin de pouvoir baser les évaluations sur des données à peu près certaines. Une clause du cahier des charges qui permettrait à l'Administration d'augmenter les quantités sans variation de prix pendant le cours de l'exercice obvierait, dans une grande mesure, à l'accroissement du prix des fournitures dans le cours d'une même année.

L'accroissement des dépenses occasionnées par la reprise des affaires et les fêtes du cinquantenaire était plus difficile à déterminer; il en est de même des dépenses d'exploitation de lignes nouvelles dont l'État a repris ou va reprendre l'exploitation.

L'insuffisance des allocations due à la hausse des prix des métaux et des charbons se chiffre par une somme de fr. 2,585,920 »
Celle due à l'extension du trafic à 4,752,052 »

TOTAL. fr. 7,337.972 »

L'Exposé des motifs laisse comprendre que l'augmentation des allocations demandées pour les métaux et les charbons porte sur toutes les fournitures pour 1880, et non pas seulement sur celles nécessitées par l'augmentation du trafic et la reprise des lignes nouvelles. Si cette augmentation ne s'était pas produite, l'exploitation de 1880 eût pu se faire à raison d'un tantième moindre que celui indiqué de 60,67 p % dans l'Exposé des motifs.

La commission ne croit pas devoir entrer dans l'examen détaillé des développements des crédits supplémentaires pétitionnés; elle s'est suffisamment expliquée dans son rapport sur le Budget courant; elle renvoie pour un examen plus précis au rapport sur le Budget prochain.

Elle se bornera à faire une seule réserve pour le moment, c'est sur l'emploi d'un grand nombre d'agents supplémentaires enrôlés à l'occasion des fêtes pour les services extraordinaires qu'il a fallu organiser à ce propos. Elle espère que ce personnel, s'il est trouvé capable et pouvant rendre des services réels, sera réparti dans les nouvelles exploitations qui vont s'ouvrir et qu'il ne viendra pas grever, d'une façon permanente, les charges des lignes exploitées depuis longtemps.

La commission, sous cette réserve et celle de l'examen ultérieur des détails dans le Budget de l'exercice de 1881, adopte les crédits pétitionnés et en propose l'adoption à la Chambre. Elle espère que l'accroissement annoncé des recettes non-seulement se réalisera, mais s'élèvera beaucoup plus haut que les 14 à 15 millions annoncés dans l'Exposé des motifs; l'augmentation de près de cinq millions pour les quatre premiers mois de l'année n'est due en aucune façon à l'action de nos fêtes nationales; il n'est pas douteux que l'entrain avec lequel la nation fête son cinquantenaire n'influe d'une façon plus marquée encore sur les recettes des chemins de fer.

Le Rapporteur,

AD. LE HARDY DE BEAULIEU.

Le Président,

J. DESCAMPS.